

**COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE**

Commission siégeant sections réunies
Séance du 4 avril 1996

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président.

Section française:

monsieur JACOBS, vice-président,
messieurs BERTOUILLE, LURQUIN et MOORAT,
membres effectifs.

Section néerlandaise:

monsieur CROISIAU, vice-président,
monsieur VAN EECKAUTE, membre effectif,
monsieur VAN BUYTEN, membre suppléant.

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration,
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration -
adjoint bilingue.

28.008/I/PN
CV/DV

Par lettre du 15 janvier 1996, le ministre de la Justice a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques dans les services extérieurs de l'Administration des Etablissements pénitentiaires dont le siège est établi à Bruxelles-Capitale et dont l'activité s'étend à tout le pays.

Sur la base des articles 43, § 3, 5ième alinéa, 60, § 1, et 61, § 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en ses séances des 29 février, 14 mars et 4 avril 1996 et a émis, en cette dernière séance, l'avis suivant.

*

*

*

Un nouveau cadre organique a été établi pour l'ensemble des services extérieurs de l'Administration des Etablissements pénitentiaires.

Le cadre organique a obtenu l'accord commun des ministres du Budget et de la Fonction publique le 30 janvier 1995; il a été fixé par l'arrêté royal du 8 mars 1995.

Les services extérieurs de l'Administration des Etablissements pénitentiaires sont la prison de St Gilles, la prison de Forest et le garage central situé près de cette dernière.

Ces services extérieurs forment une entité distincte au sein du ministère de la Justice. Ils constituent au sens des L.L.C. des services d'exécution dont le siège est établi à Bruxelles-Capitale et dont l'activité s'étend à tout le pays.

Le ministre propose la répartition des 674 emplois entre les cadres linguistiques de la façon suivante.

Degrés de la hiérarchie	Cadre F	Cadre N
2	1	1
3	2	2
4	5	5
5	33	17
6	40	40
7	265	265

Les organisations syndicales ont été consultées sur le projet d'arrêté royal soumis conformément à l'article 54, 2ième alinéa des L.L.C.

- emplois de direction

Il n'existe pas de 1er degré; au 2ième degré, 2 emplois sont seulement prévus de sorte qu'un cadre bilingue n'est pas requis.

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition proposée qui est conforme à l'article 43, § 3, des L.L.C.

- emplois des degrés 3 à 7

Le ministre propose une répartition 50%F-50%N, excepté au 5e degré où la proportion est de 66%F-34%N.

Il résulte des renseignements et des données chiffrées communiqués par le ministre que ces proportions prennent bien en considération le volume des affaires traitées (notamment aux services social et de probation) de sorte qu'elles permettront au service de fonctionner dans le respect des L.L.C.

Par ailleurs, le cadre organique comprend 5.019 emplois et le projet d'arrêté royal de cadres linguistiques 676. Dans la mesure où le projet de cadres linguistiques (qui ne comprend que 676 emplois) transpose effectivement et uniquement tous les emplois de l'administration centrale, la C.P.C.L. émet un avis favorable au sujet du projet d'arrêté royal (degrés 2 à 7).

REMARQUE:

En raison de la publication au Moniteur belge du 30 décembre 1995 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 1 et 2+ le projet d'arrêté royal de cadres linguistiques ne correspond plus pour le moment à la réalité des grades et des rangs actuellement d'application aux niveaux 1 et 2+ et ne peut dès lors faire l'objet d'une publication au Moniteur belge.

Le Gouvernement a toutefois décidé au Conseil des Ministres du 7 mars 1996 de modifier l'arrêté royal du 10 avril 1995 en postposant son entrée en vigueur.

Cet arrêté royal sera après négociation syndicale et après avis du Conseil d'Etat soumis à la signature du Chef de l'Etat.

Dès la publication de ce nouvel arrêté royal rien ne s'oppose à ce que l'arrêté royal des cadres linguistiques soit publié à son tour.

Le présent avis est notifié au ministre de la Justice qui conformément à l'article 61, § 3, 2ième alinéa des L.L.C. est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 4 avril 1996

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS